

Nombre	85
Quorum	29
Présents	88
Pouvoirs	8
Votants	66
Abstentions	0
Suffrages exprimés	66
Majorité requise	34
Pour	66
Blancs	0

VA

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SYNDICAL DU 14 DÉCEMBRE 2020

OBJET : 2.1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ SYNDICAL

L'an deux mille vingt, le quatorze du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITÉ SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat, 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, président du syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération les délégués suivants :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Suppléé par pouvoir donné à
BETTING Dominique	LES ASSIONS		
CONSTANT Bernard	BALAZUC	X	
FERRIER Dominique	BANNE	X	
BADAROUX LAFFONT Julie	BEAULIEU	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS ET CASTELJAU	X	
AMIEL Alexandra	CHANDOLAS	Suppléée par	BOYER Maxence
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	X	
KOB Wilfrid	CHASSIERS	X	
TUAILLON Alain	CHAUZON	X	
LINAIS Julien	CHAZEAX		
CHAUDANSON Christian	FABRAS	X	
PASCAL Jean	FAUGERES	X	
MARHIC Daniel	GROSPIERRES	X	
LEYNAUD Jean-Marc	JOANNAS	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
PONTHIER Jean-Yves	LABEGUDE		
GROS Cyril	LABEGUDE	X	
GENEST Sandrine	LACHAPELLE S/S AUBENAS	Pouvoir à	BALAZUC Thierry
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
VEOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		
LE TOQUIN Stéphanie	LALEVADE D'ARDECHE	Suppléée par	FIALON Dominique
LACROIX Bernard	LARGENTIERE	X	
VILLALONGA Jérémy	LARGENTIERE		
DEROUDILHE François	LAURAC EN VIVARAIS	X	
DAVO Jean-François	LAURAC EN VIVARAIS		
HOURS André	MALBOSC	X	
BRUN Marc	MEYRAS	Pouvoir à	PASCAL Jean
KRASOUSKY Bruno	MONTREAL	X	
DURAND Jean-Luc	PONT DE LABEAUME	X	
LAURIOL Samuel	PRADONS		
BONNAUD Jean-Claude	PRUNET	X	
AUDIBERT François	RIBES	Suppléé par	LARCO Sébastien
IMBERT Guy	ROCHER	X	
CAMPO Hervé	ROCLES	X	
BEDAGUE Gery	ROSIERES		
POUGET Eric	ROSIERES	Excusé	
DE LA FONTAINE Pierre	RUOMS	X	
CARON Christian	RUOMS	X	
BESANCENOT Thierry	RUOMS	X	
LUCENAY Jean-Claude	ST ALBAN AURIOLLES	X	
PHILIPPEAU Patrick	ST ALBAN AURIOLLES	X	
MARIJON David	ST ANDEOL DE VALS		
GARRIDO Jean-Manuel	ST ANDRE DE CRUZIERES	X	
LLORCA Patricia	ST JULIEN DU SERRE	Pouvoir à	ARCHIMBAUD Patrick
MINJOULAT-REY Claude	ST PIERRE DE COLOMBIER	X	
MERINE Philippe	ST PRIVAT	X	
ROURISSOL Denis	ST PRIVAT	Pouvoir à	MERINE Philippe
MOLLARD David	ST SAUVEUR DE CRUZIÈRES	X	
CHABRY Christophe	SAMPZON	X	

DEGUILHEM Arnaud	SANILHAC	X	
BANCHET Marie-Claire	TAURIERS	X	
GANDON Christian	UCEL	X	
BOYER Joël	UCEL		
GIAUFRET Hervé	UCEL	X	
PERRIER Bernard	UZER	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
LACROTE Robert	VALS-LES-BAINS	Pouvoir à	ARCHIMBAUD Patrick
EL FARKH Marie	VALS-LES-BAINS	X	
CHEREL Xavier	VERNON		
GRASSET Guillaume	VINEZAC	X	
BOISSIN Odile	VINEZAC	X	
CHASTAGNIER Geneviève	CDC Pays Beaume-Drobie	X	
AUDIBERT François	CDC Pays Beaume-Drobie		
GARCIA Denise	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
CLEMENT Nicolas	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
GARRIDO Jean-Manuel	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BALMELLE Robert	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BOYER Joël	CDC BASSIN D'AUBENAS		
GROS Cyril	CDC BASSIN D'AUBENAS	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	Pouvoir à	GROS Cyril
GINEVRA Stéphane	CHIROLS	X	
MAISONNEUVE Patrick	FONS		
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
PANTOUSTIER Brigitte	JOYEUSE	Pouvoir à	CHASTAGNIER Geneviève
COROMINA Jean	VALLON PONT D'ARC	X	
GIMENEZ Jacques	VALLON PONT D'ARC	X	
DIVOL Max	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	COROMINA Jean
MARRON Jacques	SIAEP BARJAC	X	
UGHETTO René	SIAEP BARJAC		
AGERON Claude	SIAEP BARJAC	Suppléé par	PASCAL Robert
BACCONNIER J-Claude	SIVOM Olivier de Serres	X	
FALLOT Joseph	SIVOM Olivier de Serres	X	
GLADIEUX J-Pierre	SIVOM Olivier de Serres	X	
CROS Michaël	SIVOM Olivier de Serres		
COMPERE Philippe	SIAE ST ETIENNE ST SERNIN	X	

Envoyé en préfecture le 17/12/2020

Reçu en préfecture le 17/12/2020

Affiché le



ID : 007-250700267-20201214-2020CS120052-DE

Le secrétaire de séance est : M. Jean-Manuel GARRIDO, délégué de St-André-de-Cruzières et 1^{er} vice-président du SEBA.

**OBJET : 2.1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – RÈGLEMENT
SYNDICAL**



Conformément à l'article L 2121-8 du CGCT « *Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation* », article applicable aux syndicats mixtes fermés. Un projet de règlement intérieur du comité syndical a été élaboré par le collège exécutif.

Il est soumis à l'appréciation de l'assemblée.

Après débat, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** le règlement tel que joint en annexe à la présente délibération.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
Le président du syndicat,

Jean PASCAL

REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE SYNDICAL

**APPROUVE PAR LE COMITE
SYNDICAL DU**

*

* *

PREAMBULE

Le présent règlement intérieur a été préparé par le collège exécutif du syndicat.

Les textes de référence aux articles ou parties d'articles du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) sont écrits, in extenso, en italique, en gras et entre guillemets dans le présent règlement.

Toute évolution de texte du CGCT impliquera la même évolution du présent règlement intérieur.

Par application des articles L5211-1 et L5211-2 du CGCT, « Le président » remplace « Le maire » et « le comité syndical » remplace « le conseil municipal » cités dans les textes.

Article L 2121-8 du CGCT « *Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.*

Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif ».

Article 1 : Réunions du comité syndical

Le syndicat est administré par un organe délibérant, le comité syndical, composé de délégués élus par les membres le constituant. Chaque délégué titulaire a un délégué suppléant qui le remplace en cas d'absence. A défaut pour un membre d'avoir désigné son ou ses délégués, il est représenté au sein de l'organe délibérant par son président ou par le maire s'il ne compte qu'un délégué, et en outre par un ou des vice-présidents et un ou des adjoints dans l'ordre des tableaux des collectivités concernées, s'il compte plusieurs délégués.

Article L 2121-7 du CGCT : « *Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre (...). Le conseil municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune. Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances ».*

Article L 2121-9 du CGCT : « *Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.*

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice dans les communes de 3 500 habitants et plus (...) En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai. »

Article L 2121-14 du CGCT « *Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ».*

Le SEBA est un syndicat à la carte à qui certaines collectivités locales peuvent transférer toutes ou parties des compétences prévues par ses statuts.

Les délégués des collectivités adhérentes participent au vote des délibérations du comité syndical selon les règles suivantes : Conformément à l'article L 5212-16 du CGCT *« Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les communes et notamment pour l'élection du président et des membres du bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les communes concernées par l'affaire mise en délibération »*. « En outre, le président prend part à tous les votes sauf en cas d'application des articles L 2121-14 (N.D.L.R. : vote du compte administratif) et L 2131-11 (N.D.L.R. : si le président est intéressé à l'affaire) ».

Conformément à l'article L 1612-12 du CGCT, le vote du compte administratif doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Conformément à l'article L 2131-11 du CGCT, sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du comité intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataire. Ce ou ces membres sont soustraits du nombre des délégués présents.

Le comité syndical peut tenir des réunions de travail ou d'information, à l'initiative du président, où sont invités les membres du comité syndical et/ou les maires du territoire non délégués par leur commune. Ces réunions restent informelles. Le président du SEBA peut inviter à ces réunions toute personne qu'il juge qualifiée ou apte à connaître un sujet évoqué. Ces réunions ne sont pas publiques.

Article 2 : Convocations

Le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre.

Article L 2121-10 du CGCT : *« Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse »*.

Article L 2121-12 du CGCT : *« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal.*

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure. »

La convocation précise la date, l'heure, le lieu de la réunion, en principe le bâtiment siège du

Article 3 : Ordre du jour

Le président fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Un tiers des membres du comité syndical présents peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour. Il fera alors l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du comité syndical suivant.

Article 4 : Accès aux dossiers et aux projets de contrat et de marché par les élus

Article L 2121-12 du CGCT : *« Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. »*

Article L 2121-13 du CGCT : *« Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération. »*

Article L 2121-13-1 du CGCT : *« La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés. Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la commune peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires. Ces dispositions sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale. »*

Article L 2121-26 du CGCT : *« Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.*

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'État, intervient dans les conditions prévues par l'article L 311-9 du code des relations entre le public et l'administration ».

Tout membre du comité syndical a le droit, dans le cadre de son mandat, d'être informé des affaires du SEBA qui font l'objet de délibération, durant les cinq jours précédant la réunion et le jour de la réunion ; les membres du comité syndical peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place et aux heures ouvrables.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du comité syndical devra se faire sous couvert du président.

Les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur leur demande, à la disposition des membres du comité syndical dans les services compétents, 5 jours avant la réunion au cours de laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération, hormis les dossiers relatifs aux délégations de services publics quant au choix du délégataire et aux contrats de délégation pour lesquels le délai est de 15 jours.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus, en séance, à la disposition des membres du comité syndical.

Article 5 : Questions orales

Les membres du comité syndical ont le droit d'exposer, en séance, des questions ayant trait aux affaires du SEBA. Le texte des questions doit parvenir au président 48 heures au moins avant une réunion du comité et fait l'objet d'un accusé de réception. Le président répond oralement aux questions posées dans ces conditions par les membres du comité.

Les délégués peuvent également poser, oralement, toutes questions ayant trait aux affaires du Syndicat et portant sur des sujets d'intérêt général et ce, sans envoi préalable. Le président y répond en séance, s'il dispose des informations et éléments nécessaires.

Les questions des membres du comité et les réponses du président sont portées sur le compte-rendu de la séance.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le président peut décider de les transmettre pour examen aux commissions consultatives permanentes concernées ; il peut également décider de les traiter dans le cadre d'une réunion du comité spécialement organisée à cet effet, ou lors d'une séance ordinaire ultérieure.

Elles ne donnent pas lieu à débats, sauf à l'initiative du président.

Article 6 : Questions écrites

Les questions écrites ayant trait aux affaires du SEBA sont adressées de façon impersonnelle au président du SEBA.

Le président devra y apporter une réponse écrite dans un délai de 1 mois à compter de la date de réception de la question et communiquer sa réponse en séance.

Article 7 : Présidence et collège exécutif

Le président du SEBA peut inviter à participer aux travaux du comité syndical, toute personne, même étrangère au syndicat, qu'il juge qualifiée ou apte à connaître une affaire devant donner lieu à débat et délibération ; il peut autoriser cette personne à s'exprimer sur le dossier examiné.

Le président :

Conformément à l'article L 5211-9 du CGCT, le président est seul chargé de l'administration. Notamment, il prépare et exécute les délibérations du comité syndical ; il est l'ordonnateur des dépenses ; il prescrit l'exécution des recettes du SEBA ; il est le chef des services du SEBA et représente le syndicat en justice. D'autres fonctions peuvent être confiées au président dans la gestion des régies à autonomie financière

Par ailleurs, le président, ou à défaut celui qui le remplace, préside le comité syndical. Toutefois, la réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du président est présidée, jusqu'à l'élection, par le plus âgé des membres du comité syndical.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question soumise au vote, met aux voix les propositions et les délibérations, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption et la reprise des débats, toute suspension de séance et la clôture des séances. Par ailleurs, il vérifie la validité des pouvoirs, contrôle ou fait contrôler les épreuves des votes et fait dépouiller les scrutins.

En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le président est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par un vice-président délégué, dans l'ordre des nominations.

Collège exécutif :

Si le président est seul chargé de l'administration, il peut, par arrêté, déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation.

Le président peut recueillir, dans le cadre de ses fonctions, sur les dossiers et affaires du syndicat et de manière informelle, l'avis et le conseil d'un collège exécutif regroupant les vice-présidents à qui il a consenti une délégation personnelle de fonctions, hormis celle relative à l'animation des commissions géographiques permanentes. Le collège exécutif ne rend pas d'avis formalisé. Le collège exécutif est réuni, sans obligation de quorum, par le président à sa convenance et chaque fois qu'il le juge nécessaire. Un compte rendu de réunion est établi, celui-ci n'est pas public.

Le président peut communiquer, s'il le juge nécessaire, l'avis du collège exécutif au comité ou au bureau syndical sur certains dossiers.

Le président peut faire participer aux réunions du collège exécutif toute personne qu'il estime qualifiée pour connaître d'une question particulière qui serait évoquée par le collège.

Article 8 : Quorum

Article L 2121-17 du CGCT : « *Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.*

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L 2121-10 à 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum ».

Le quorum est vérifié en début de séance.

Les pouvoirs n'entrent pas dans le calcul du quorum, qui s'apprécie par la présence physique des délégués. Le quorum n'est pas affecté par le départ de délégués présents lors de la mise en



discussion d'un point prévu à l'ordre du jour, leur départ équivalant à une abstention. Si le membre partant peut remettre un pouvoir valable pour les points restants à l'ordre du jour, à un délégué de son choix et sous réserve des éventuels pouvoirs déjà obtenus par cette personne. Son pouvoir est rédigé selon le modèle fourni par les services et remis immédiatement au président qui en fait part au mandataire, puis à l'assemblée.

Il appartient aux délégués titulaires d'informer leurs suppléants de la tenue d'une séance de l'organe délibérant et de leur transmettre par tous moyens les documents en leur possession relatifs aux questions à l'ordre du jour.

Article 9 : Commission Consultative des Services Publics Locaux

Article L 1413-1 du CGCT : « *Les régions, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière. (...)*

Cette commission, présidée par le maire, le président du conseil général, le président du conseil régional, le président de l'organe délibérant, ou leur représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

- 1° Le rapport, mentionné à l'article L 1411-3, établi par le délégataire de service public ;*
- 2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement (...) visés à l'article L 2224-5 ;*
- 3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;*
- 4° Le rapport mentionné à l'article L 1414-14 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.*

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

- 1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L 1411-4 ;*
- 2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;*
- 3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L 1414-2 ;*
- 4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.*

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée

délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Dans les conditions qu'ils fixent, l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant peuvent charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités. »

Dans le cadre des dispositions prévues par la loi, le SEBA décide de créer une seule commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble de ses services.

Outre le président du SEBA ou son représentant, les délégués du syndicat dans cette commission sont désignés par le comité syndical, lequel désigne également des représentants d'associations représentatives d'usagers.

Les membres de cette commission sont invités aux réunions publiques du comité syndical.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics d'eau et d'assainissement.

En plus des attributions conférées par la loi, le SEBA s'engage à réunir la commission :

- Avant le vote du budget primitif
- Avant le vote du compte administratif
- Avant le vote annuel du catalogue des tarifs,

et ceci afin de lui fournir le même niveau d'information que le comité syndical dans ces matières.

Toute convocation est faite par le président ou son représentant. Elle est adressée par écrit et à domicile 5 jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le président. La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour et peut comprendre un rapport de synthèse ainsi que des documents. Cette note ainsi que les documents ne sont pas communicables, sauf dans le cas où ils ont un caractère opposable.

Aucune condition de quorum n'est exigée pour que la commission examine valablement et émette, si nécessaire, des avis.

En cas d'empêchement d'un membre, celui-ci peut donner à un autre membre pouvoir écrit de siéger en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Les représentants des associations doivent être désignés par le président de l'association membre de la commission. Ils peuvent être remplacés par un autre membre de leur association par désignation écrite valable uniquement pour la réunion concernée. Les convocations sont adressées au siège de l'association ou à son représentant.

Le secrétariat de la commission est assuré par les services du SEBA, sous la responsabilité du président. Un compte rendu reprend les avis exprimés et certains avis sont formalisés.

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ces travaux toutes personnes dont l'audition lui paraît utile.

La commission peut être réunie en même temps que le conseil d'exploitation des régies, chacune conservant ses prérogatives propres.

Article 10 : Autres commissions obligatoires

Commission d'appel d'offres :

La composition de la commission d'appel d'offres est celle prévue au CGCT (article L 1414-2), au code de la commande publique et rappelée dans la délibération votée en début de mandat.

Conformément à l'article R 2162-24 du code de la commande publique, les membres de la commission d'appel d'offres font aussi partie du jury de concours.

Mission d'information et d'évaluation :

Article L 2121-22-1 du CGCT : « *Dans les communes de 50 000 habitants et plus, le conseil municipal, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal. Un même conseiller municipal ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.*

Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement général des conseils municipaux.

Le règlement intérieur fixe les règles de présentation et d'examen de la demande de constitution de la mission, ses modalités de fonctionnement, les modalités de sa composition dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux membres du conseil municipal. »

Ce type de mission étant peu usité, le comité syndical, lorsqu'il délibérera sur la création d'une mission d'information et d'évaluation, fixera dans le même temps ses modalités de fonctionnement, la durée de sa mission, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux membres du comité syndical. Ces termes feront l'objet d'une modification du règlement intérieur conformément à l'article 28 du présent règlement.

La demande de constitution de la mission pourra être faite sous forme écrite au moins 5 jours francs avant la séance du comité syndical qui devra l'examiner, avec des moyens permettant de s'assurer des dates d'envoi et de réception. La présentation de la demande est libre, mais elle devra indiquer les noms et prénoms des délégués qui lui sont associés.

Après vérification du respect de ces règles, le président est tenu de présenter la demande à la séance suivant immédiatement son dépôt.

Conseil d'exploitation des régies :

Le fonctionnement du conseil d'exploitation des régies à autonomie financière est fixé par les statuts des dites régies. Le conseil d'exploitation peut être suivi en visioconférence par un membre qui se trouverait dans l'incapacité de se déplacer.

Article 11 : Les commissions de délégation des services publics d'assainissement

Dans sa partie relative aux délégations de service public, l'article 1411-5 du CGCT indique :

«I.- Une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L 5212-1 à L 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L 3124-1 du code de la commande publique. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

II.- La commission est composée :

a) Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ; (...)

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public. »

La commission est convoquée par écrit par son président, avec mention du dossier à l'ordre du jour ; la convocation peut être accompagnée de tous documents nécessaires. Elle n'est élue que si le comité approuve, dans les formes réglementaires, la délégation d'un des services publics pour lequel le SEBA a compétence.

Article 12 : Les commissions consultatives permanentes

Article L. 2121-22 du CGCT : *« Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.*

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. »

Il est créé au sein du comité syndical :

2 commissions consultatives permanentes dans les domaines suivants :

- finances,
- travaux.

Chaque délégué aura la faculté d'assister, en qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission consultative autre que celle dont il est membre. Tous les délégués titulaires ont l'obligation d'être membres de l'une de ces deux commissions.

7 commissions géographiques permanentes animées par des vice-présidents ayant reçu délégation du président. Elles sont organisées suivant sept territoires et comprennent les délégués syndicaux de ces territoires ainsi que les exécutifs communaux, communautaires ou syndicaux.

Des **groupes de travail temporaires**, en tant que de besoin, pour examiner certains dossiers spécifiques. C'est le cas du groupe de travail qui a participé à l'élaboration du présent règlement intérieur.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions. Elles statuent à la majorité des membres présents.

En cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé pour une réunion par un conseiller de la même collectivité désigné par le maire ou le président.

Article 13 : Bureau

Article L 5211-10 du CGCT : « *Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.*

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. (...)

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° *Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;*

2° *De l'approbation du compte administratif ;*

3° *Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération*

intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Les délégations relatives à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux. »

Le bureau syndical se réunit sur convocation du président du SEBA, suivant la périodicité qui lui apparaît la plus appropriée et aussi souvent que les affaires l'exigent. Il est toutefois tenu de convoquer le bureau lorsqu'un tiers des membres dudit bureau le requiert par une demande écrite et motivée.

Le bureau reçoit délégation du comité syndical dans les conditions de la délibération prise à cet effet, et dans le respect de l'article L 5211-10 du CGCT.

La convocation du bureau indique les questions portées à l'ordre du jour.

Les règles de convocation des membres du bureau sont celles du comité syndical, ci-avant prévues aux articles 2 et 3.

Les règles du quorum et des pouvoirs écrits de voter, sont celles prévues respectivement à l'article 8 et l'article 14 ci-après.

Il n'existe pas d'obligation de remplacer un membre du bureau syndical dont la défaillance de quelque nature rend vacant son poste. Le comité syndical statue en toute liberté en la matière.

Article 14 : Pouvoirs

En cas d'empêchement du délégué titulaire et du suppléant, le délégué titulaire peut donner pouvoir à un autre membre titulaire du comité syndical. Le pouvoir est toujours révocable.

En temps normal, un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs sont remis au président au plus tard au début de la réunion ou, le cas échéant, au

Article 15 : Secrétariat

Article L 2121-15 du CGCT : « *Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.*

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations. »

Le comité syndical peut adjoindre aux secrétaires des auxiliaires appartenant aux services du SEBA, qui assistent aux séances mais ne peuvent participer aux délibérations. Ils ne prennent la parole que sur invitation expresse du président et ils demeurent tenus à l'obligation de réserve.

Le secrétaire assiste le président, notamment pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, les opérations de vote et le dépouillement des scrutins.

Article 16 : Présence du public

Article L 2121-18 du CGCT : « *Les séances des conseils municipaux sont publiques. Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos. Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle. »*

Contrairement aux réunions du bureau syndical, les réunions du comité syndical sont publiques. Des places sont réservées pour le public qui doit garder le silence. Le président peut faire expulser tout ou partie du public. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Les réunions d'information et de travail qui peuvent précéder les réunions du comité syndical ne sont pas publiques.

Lorsqu'il est décidé que la réunion se déroule à huis clos, le public doit se retirer. Seuls les élus et les agents du syndicat en assistance aux élus restent présents, si le président le demande.

Les séances peuvent être retransmises par tout moyen de communication audiovisuelle.

Article 17 : Police des réunions

Article L 2121-16 du CGCT : « *Le maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi ».*

Article 18 : Déroulement des réunions

Article L 2121-29 du CGCT : « *Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la*

commune.

Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois demandé par le représentant de l'État dans le département.

Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.

Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local. »

Le président, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des délégués, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, donne connaissance des pouvoirs reçus. Il recueille les observations sur le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles. Il rend compte des travaux du bureau syndical et des attributions exercées par délégation du comité syndical.

Le président appelle les questions à l'ordre du jour dans leur ordre d'inscription.

Le président peut proposer une modification de l'ordre des points soumis à délibération. Un membre du comité peut également demander cette modification. Le comité doit se prononcer sur cette demande par un vote à la majorité absolue.

Le président accorde la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Chaque point est résumé oralement par le président ou par un rapporteur désigné par le président.

Article 19 : Débats ordinaires

Le président donne la parole aux membres du comité qui la demandent. Il détermine l'ordre des intervenants. Aucun membre ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président, même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Il peut également donner la parole à toute personne non déléguée, jugée qualifiée ou apte à connaître d'une affaire particulière évoquée par le syndicat et qu'il aurait invitée à la réunion du comité syndical.

Lorsqu'un membre du comité s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 17 relatif à la police de l'assemblée.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 20 : Débat d'orientations budgétaires

Article L 2312-1 du CGCT : « *Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.*

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

Article 21 : Suspension de séance

Sur son initiative, le président prononce les suspensions de séance et en fixe leur durée.

Le comité doit par ailleurs se prononcer sur une suspension lorsque dix membres au moins la demandent.

Article 22 : Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises à l'assemblée délibérante. Les amendements ou contre-projets doivent être présentés par écrit au président. Le délégué qui a présenté la proposition peut en exposer oralement le contenu et la justification. L'assemblée décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente, le cas échéant à la séance suivante.

Article 23 : Modalités du vote des délibérations

Article L 2121-20 du CGCT : « *Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf en cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante. »*

Article L 2121-21 du CGCT : « *Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. »

Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés dans les suffrages exprimés.

Le mode de vote ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par qui comptent, si nécessaire, le nombre de votants « pour », le nombre de votants « contre » ainsi que les « abstentions » en relevant les noms correspondants.
Le refus de vote est assimilé à une abstention.

Article 24 : Registre des délibérations

Article L. 2121-23 du CGCT : « *Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.* »

Article 25 : Procès-verbaux et comptes rendus

Article L 5211-47 du CGCT : « *Dans les établissements publics de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le dispositif des actes réglementaires pris par l'organe délibérant ou l'organe exécutif est transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres ou est publié dans un recueil des actes administratifs dans les conditions fixées par décret en conseil d'Etat.* »

Article L 2121-25 du CGCT : « *Le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine.* »

Aux fins d'exhaustivité et de sincérité du compte-rendu, les séances du comité syndical et du bureau peuvent être enregistrées.

Dans le cadre des obligations relatives à l'information du public, un compte-rendu des débats du comité syndical est publié dans les huit jours qui suivent ladite réunion. Il présente une synthèse sommaire des délibérations prises par l'assemblée. Il est affiché au tableau d'affichage réservé à cet effet à l'extérieur du bâtiment. Il est retiré pour permettre l'affichage d'un nouveau compte-rendu.

Les délibérations, sous forme d'extrait, sont transmises au contrôle de légalité et font l'objet d'un affichage durant la période de recours légal. Par ailleurs, les séances publiques donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal, rassemblement de l'ensemble des délibérations. Une fois établi, il est transmis aux membres du comité syndical et aux collectivités adhérentes.

La signature des délégués présents est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, couché dans le registre des délibérations. Les membres du comité syndical ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sans déplacement et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux, des budgets et des comptes du syndicat et des arrêtés du président, sous réserve des réglementations liées à la protection des données personnelles, et dans le cadre des tarifs de communication et/ou de reproduction approuvés par ailleurs.

Article 26 : Transmission au contrôle de légalité

L'article L 2131-2 du CGCT dresse la liste des actes pris par les communes devant obligatoirement faire l'objet d'une transmission au Préfet.

De manière générale, le CGCT ne fixe aucun délai de transmission. Toutefois, doivent être transmis dans un délai de 15 jours :

- Le budget primitif et le compte administratif après le délai limite fixé pour leur adoption
- Les conventions de délégation de service public et les marchés publics à compter de leur signature
- Les décisions de portée individuelle.

Article 27 : Sanctions indemnitaires liées à l'absentéisme

Article L 5211-12-2 du CGCT : « *Dans des conditions fixées par leur règlement intérieur, le montant des indemnités de fonction que l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale de 50 000 habitants et plus alloue à ses membres peut être modulé en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres. La réduction éventuelle de ce montant ne peut dépasser, pour chacun des membres, la moitié de l'indemnité pouvant lui être allouée.* »

Les réunions qui seront concernées par le suivi des présences des élus indemnisés sont celles indiquées aux articles 1 et 10 du présent règlement.

Deux absences non justifiées sur 12 mois glissants seront admises. Les éventuelles justifications doivent être adressées dans les meilleurs délais au président. Dès la troisième absence non justifiée, le président demandera par tout moyen probant à l' élu concerné s'il est en mesure de justifier ses absences. L' élu concerné aura 15 jours pour apporter des éléments de réponse. Le président est seul juge d'accepter ou pas les justificatifs apportés. Si, au bout de cette procédure, il subsiste encore 3 absences injustifiées sur douze mois glissants, l'indemnité de fonction de l' élu concerné sera réduite de moitié, et cela pendant les 12 mois suivants la décision de réduction prise par le président. Si l' élu concerné est le président, la procédure s'effectue sous le couvert du premier vice-président, dans les mêmes formes.

Article 28 : Modifications du règlement intérieur

Le présent règlement entrera en vigueur dès qu'il sera rendu exécutoire.

Des modifications pourront intervenir, sur proposition du président ou à la demande du tiers des membres en exercice du comité syndical.

Le comité syndical sera informé des modifications apportées au présent règlement, suite à la publication de dispositions législatives ou réglementaires nouvelles et postérieures au présent règlement, et contraires à certaines clauses de ce dernier.